

Social

LA RÉGRESSION MACRON

epuis des temps immémoriaux, les hommes politiques, pour être élus promettent la lune aux électeurs. Le vieil adage : « la politique politicienne est l'art de tromper le peuple puis une fois élu, de l'écorcher en le faisant crier le moins possible », ne souffre d'aucune exception. Pour être élu, Mr. Macron avait promis de tout transformer, le renouvellement complet de la vie politique, la fin des affaires et des pratiques politiciennes. Sitôt les élections passées, il n'aura suffi que de quelques mois pour que même les plus naïfs de ses électeurs réalisent ce que signifiaient ces promesses : cadeaux aux plus riches, ceinture pour les autres. La démolition du code du travail, la diminution des APL, la fin de l'ISF ne sont que les plus voyantes des décisions prises en faveur des classes privilégiées et les quelques mesurettes législatives censées donner une couleur sociale à son programme ne peuvent tromper que les idiots.

Si les premières mesures prises sont conformes à ce qu'il avait promis et donc n'étonneront personne, la manière surprend. C'est que Macron pour mettre en œuvre son programme (en fait celui de ses soutiens, c'est à dire la caste des milieux financiers, de la banque et du patronat) ne s'embarrasse pas de fioritures, la violence est sa signature. Violences verbales à l'égard de ses opposants qu'il traite de fainéants, bons à rien entre autres amabilités, violence à l'endroit des institutions car il n'hésite pas à légiférer par ordonnances au mépris de toutes les procédures démocratiques, violence faites à tous les citoyens dont il restreint les libertés fondamentales en faisant passer dans l'état normal et habituel, les mesures de ce qui dans l'esprit des rédacteurs de la constitution devait rester un état tout à fait provisoire et exceptionnel motivé par des circonstances quasi-extraordinaires, l'état d'urgence. Mr. Macron ne craint pas de choquer (par exemple toutes les organisations de défense des droits de l'homme, nationales ou étrangères, dénoncent comme liberticides ses mesures « *sécuritaires* »), ni de faire crier les populations et il se moque de l'opinion populaire. Il est le président des riches et il assume.

Face à ce président de choc, qui met en œuvre la pire politique de régression sociale depuis des décennies, le mouvement ouvrier n'oppose malheureusement, qu'une faible défense. C'est que conformément à ce qui est devenu leur habitude les directions et les appareils des grandes centrales syndicales ne parviennent pas à s'entendre et refusent de faire un front commun, chacune et chacun ne pense qu'à défendre ses intérêts immédiats et se comporte comme un boutiquier. Cet état de fait constitue un facteur très puissant de démoralisation des salariés, rien d'étonnant donc si les appels à la mobilisation sont peu suivis. Pourquoi s'engager dans la lutte contre des adversaires unis si dés le départ, on la pense vouée à l'échec ? En novembre 2016, nous avions titré notre journal Anarchosyndicalisme : Bilan de la lutte contre la loi travail : chacun pour soi, la défaite pour tous ! Visiblement la leçon n'a pas été entendue et les mêmes causes produisent les mêmes effets. Au final, les salariés, les sans-emplois, les jeunes, pauvres, ... en supporteront les conséquences.

Il est temps de tirer collectivement les conséquences de cet état de fait. Si nous travailleurs salariés, retraités, chômeurs, nous voulons que cela change, si nous voulons faire reculer Macron et toute la clique des capitalistes, nous devons échanger, parler entre nous, établir des liens basés sur l'égalité, l'entraide et la solidarité et commencer à construire ainsi, pour défendre nos intérêts, des collectifs démocratiques, (une personne, une voix) sans aucune bureaucratie. En bref, nous devons reprendre la maîtrise de nos luttes, redevenir maître de notre avenir et ne plus faire confiance qu'à nos propres intelligences et qu'à nos propres forces.

LA BÊTISE INDÉPENDANTISTE

landres, Ecosse, Catalogne, Italie du nord ... les populations de plusieurs régions européennes se mobilisent pour réclamer l'indépendance de leur région, l'instauration de nouvelles frontières, la construction d'États nouveaux. Ces mouvements rassemblent des gens de toutes conditions, capitalistes et prolétaires, patrons et salariés, exploiteurs et exploités, dominants et dominés, tous unis pour remettre en question les institutions légales et l'autorité de l'État. Ce qu'ils considéraient auparavant comme allant de soi, leur devient maintenant insupportable et ils le manifestent bruyamment. Si toutes ces personnes dont les intérêts objectifs sont fondamentalement opposés, défendent une cause commune, c'est qu'elles affirment avoir en commun certains caractères qui les différencient. Et, c'est parce qu'elles exaltent certains traits physiques, historiques, culturels ou religieux, qui leur seraient propres et les distingueraient du reste de l'humanité qu'elles affirment constituer un peuple. Toutes les nations se sont ainsi constituées à partir d'a priori artificiels et toujours par opposition à d'autres peuples car ces traits distinctifs sont pour eux sources de fierté et d'orgueil. Or, l'histoire montre suffisamment que les populations sont sans cesse en mouvement, qu'elles sont en perpétuel remue-ménage et que leurs cultures ne cessent de se mélanger, empruntant sans cesse les unes aux autres et s'enrichissant ainsi. A l'époque moderne, ce mouvement s'accélère encore. La revendication par des groupes humains d'une identité particulière et de racines est donc une absurdité qui veut nous faire oublier que tous les êtres humains sont égaux et appartiennent à une même et unique humanité. Toutes les cultures sont égales en dignité et appartiennent au patrimoine de l'humanité. A ce titre, nous sommes tous également propriétaires et responsables de l'ensemble des cultures du monde. L'affirmation des

nationalismes à toujours pour objet la création d'un État, supposé libérateur. L'histoire montre que ces rêveries ont toujours été démenties. C'est une illusion de penser que parce que le drapeau ou les uniformes de la police ou de l'armée sont différents, l'action de l'état serait différente et c'est un paradoxe insupportable qu'un mouvement qui prétend lutter contre l'oppression d'un état en vienne à revendiquer la création d'un nouvel État. Comme si changer de maître suffisait pour obtenir la liberté.

L'Etat est par nature au service de la classe dominante, il est le gardien de l'ordre établi c'est à dire de la division de la société en classes antagonistes. Son rôle est de protéger la propriété, les privilèges d'une classe de possédants et de faire en sorte que le système d'exploitation capitaliste perdure, et quand à la suite d'une révolution, la classe jusqu'alors dominante perd ses prérogatives, l'État crée une nouvelle classe dominante (comme en URSS, en Chine, etc). Les populations exploitées n'ont donc rien à attendre de la création d'un nouvel État et la création d'une société vraiment démocratique et égalitaire passe nécessairement par la suppression de tous les États.

"UN AUTRE FUTUR", un journal de l'union locale de la CNT-AIT de Toulouse. 7, rue Saint-Rémésy (Quartier Carmes), 31000 Toulouse.

contact@cntaittoulouse.lautre.net www.cntaittoulouse.lautre.net

Pour nous rencontrer, pour un probléme lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00. Vous pouvez également nous retrouver lors des tables de presse le dimanche aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00 et également les mercredis (en période scolaire) devant le restaurant universitaire du Mirail.

BAISSE DES APL? BAISSONS LES LOYERS!

'État a décidé de baisser les APL de 5€. Ces allocations, présentées depuis des années comme une aide aux plus défavorisés (chômeurs, travailleurs pauvres, handicapés, ...) n'ont en réalité que contribué à l'enrichissement des spéculateurs immobiliers en favorisant la hausse des loyers. De fait, depuis 20 ans les loyers ont augmenté beaucoup plus vite que les salaires de sorte qu'ils représentent souvent aujourd'hui plus de 30% des revenus d'un ménage.

En clair, ces aides vont directement dans la poche des propriétaires et contribuent à l'enrichissement des promoteurs immobiliers. Remarquons que les APL ne sont pas le seul dispositif étatique qui favorise grandement les spéculateurs immobiliers : nombre de mesures de défiscalisation vont également dans ce sens. De gauche ou de droite l'État est toujours au service des possédants.

Alors que les loyers ont atteint des niveaux prohibitifs, que le nombre des mal logés ou des sans logis est très élevé (150 000 personnes sans logements, 3 800 000 mal logés, 12 100 000 personnes fragilisées par des problèmes de logement(1)), l'État diminue les aides au logement. Il s'agit d'une véritable provocation!

L'État se moque de nous quand il fait semblant de découvrir que le système des APL a favorisé la spéculation immobilière, il se moque de nous quand il prétend découvrir que le nombre de personnes qui ne peuvent pas accéder à un logement correct est scandaleux alors que nombre de logements en bon état restent inoccupés. La diminution des APL est la preuve de son mépris envers les pauvres alors que 30 000 enfants dorment dans la rue, que nombre de personnes ne peuvent pas accéder à un logement salubre simplement parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer trois mois de caution ou qu'elles ne disposent pas de garantie suffisante. Des mesures simples permettraient de remédier à ces situations.

Suite en page 4 ...

Quelques autres adresses de contacts dans la grande région. Côte méditerranéenne :

Bézier : cnt-ait34@outlook.fr

Ouest de la région :

Gers : sia32@no-log.org Autour de Toulouse :

Montauban : table de presse, le samedi, 10 h30 à 12 h, au marché du Jardin des plantes Volvestre : cnt-ait-volvestre @ouvaton.org Nord de la région : Lot : cnt-ait-

quercyrouergue@mailoo.org



Et l'état se moque encore plus de nous quand il prétend faire supporter aux plus défavorisés le coût de la baisse des APL. En fait, cette mesure inique va se traduire pour tous les bénéficiaires par une augmentation des loyers de 5€ par mois! 5€ de moins pour se nourrir, se vêtir, se cultiver. C'est considérable et c'est intolérable! Puisque les propriétaires ont (selon les propos du gouvernement lui même) largement bénéficié pendant des années de ce système, qu'il leur a permis de s'enrichir en augmentant inconsidérément les loyers, il serait juste que tous les loyers soient baissés de 5€ et que les profiteurs soient les payeurs. Et si le gouvernement ne veut pas prendre cette mesure de simple bon sens, logique et morale, appliquons nous même sur les loyers que nous payons cette réduction. L'état baisse les APL : baissons les loyers! Comme toujours, nous n'aurons que ce que nous imposerons. Il dépend de nous de créer un véritable rapport de force pour obtenir cette baisse des loyers et dans la foulée, permettre à tous de se loger décemment.

L'autoréduction des loyers n'est pas une utopie, dans plusieurs pays, Espagne, Italie, Argentine... des populations se sont regroupées dans des comités autonomes, indépendants des partis ou syndicats, pour imposer la réduction des loyers et elles ont gagnées. Parlons entre nous de ces combats, de la nécessité de cette lutte et des formes que nous voulons lui donner. Regroupons nous en collectifs de lutte autonomes pour l'autoréduction des loyers. Prenons notre lutte en mains, autogérons-là, ne laissons personne s'en occuper à notre place.

(1) Chiffres de la fondation Abbé Pierre

Plus d'informations à venir sur : https://www.facebook.com/BaissonsLesL oyers



Pour recevoir gratuitement et sans engagement de votre part les 3 prochains numéros	
d'Anarchosyndicalisme! Remplissez ce bon et retournez-le à : CNT-AIT, 7 Rue Saint-Rém	ésy,
31000 Toulouse.	
NOM PRÉNOM	
ADRESSE	
	•••••
EMAII	

